

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22^{ème} année - N° 4348 - Vendredi 31 Mars 2023 - Prix : 200 Fc

RÉACTION DU GOUVERNEMENT

La réponse du berger à la bergère



AGRICULTURE

Comores Vanilla à la rescousse de la population en produit vivriers

Comores Vanilla SARL est une entreprise comorienne de production et d'exportation des produits de rente (vanille, girofle, Ylang-Ylang) ainsi que des produits agricoles tels que banane, manioc et autres. En cette période de crise alimentaire au mois de ramadan, Comores Vanilla vient d'ouvrir depuis mercredi dernier un marché spécial ramadan à Fomboni. Elle promet d'être au rendez-vous tous le troisième jour avec des prix abordables pour satisfaire les besoins de la population. Les prix sont relativement abordables selon les clients.

Depuis sa création, l'entreprise comorienne spécialisée dans la production et l'exportation des produits agricoles et des produits de rentes Comores Vanilla ne cesse d'aménager des efforts pour soutenir la population locale dans le secteur agricole. En cette période de ramadan où trouver de la banane, manioc ou taros à Mohéli devient difficile, cette entreprise vient d'ouvrir ce mercredi matin un marché spécial ramadan à côté de la SONELEC. On y trouve presque tous les produits les plus sollicités en ce mois. Manioc, taro, banane noix des coco et même des produits fruitiers tels que papayes, oranges, grenadille et autres.

« En cette première journée d'ou-



verture de ce marché spécial ramadan, nous rencontrons quelques failles du côté organisationnel car nous sommes moins nombreux par rapport aux acheteurs. Ce qui complique un peu les procédures puisqu'avant d'acheter un produit il faut prendre un ticket, du coup la file d'attente est longue. Et parfois certains clients veulent semer des troubles juste pour profiter de la situation » se plaint Abasse Ibnou Abasse le directeur des ressources humaines. Et lui de poursuivre « mais nous avons aussi un bureau à Salamani (quartier de

Fomboni) où les gens peuvent aller passer leurs commandes. Nous faisons aussi des livraisons à domicile ».

Dans ce petit marché, un régime de bananes coûte entre 5000 à 8500fc selon sa taille. Certains de petite taille vont jusqu'à 3500fc. Un tas de 5 noix de coco se négocie à 500fc et 400fc pour 4 noix de cocos. En ce qui concerne les taros et ignames le kilogramme se vend à 400fc. Des prix jugés abordables. « Si nous tenons compte de la loi de l'offre et de la demande les prix de ces denrées sont

abordables et en plus ils sont de bonne qualité » estime Yssouf Abdoul Kader avant de donner un conseil : « les gens doivent travailler d'avantage car l'agriculture comorienne se trouve à un niveau très bas par rapport aux autres pays de l'océan Indien ».

L'entreprise Comores Vanilla, selon un responsable, occupe 9 sites d'exploitation de leurs activités dont 6 sont réservés aux produits vivriers et 3 pour les produits de rente.

Riwad

La Gazette des Comores Fondateur et Directeur général

Said Omar Allaoui

Directeur de la publication

Elhad Said Omar

Rédacteur en chef

Mohamed Youssouf

Secrétaire de rédaction

Touffé Maecha

Rédaction

A. Mmagaza

M.I.M Abdou

Maoulida Mabé

Andjouza Abouheir

Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar

Riwad

A Bardraoui

Mise en page

Abdouchakour Aladi Nourou

Responsable commercial

Mariama Mhoma

Documentation archiviste

Hadidja Abdou

Photographe / Site Web

Mohamed Said Hassane

Impression

Graphica Imprimerie

www.lagazettedescomores.com

Tel: 773 91 21/ 322 76 45



Avis d'Appel d'offres

Date: 27 Mars 2023

La société Aéroports des Comores (ADC) prévoit l'achat en **urgence** d'un groupe électrogène de 250KVA pour le renforcement de la centrale électrique de l'AIMPSI.

Les personnes morales intéressées peuvent retirer le dossier de consultations auprès de :

Directeur Technique de l'ADC
Aéroport International Moroni-Prince S. Ibrahim,
Hahaya, Grande Comores
Email : dt.adc@adccomores.com

Les frais de dossier sont de 125.000 (cent vingt cinq mille francs comorien)

Une visite sur site obligatoire est prévue **le lundi 3 avril 2023, heure: 11:00.**

La date limite de soumission des offres est **le vendredi 7 avril 2023, heure: 16:00.**

RÉACTION DU GOUVERNEMENT

La réponse du berger à la bergère

Le porte-parole du gouvernement Houmedi Msaidie a répondu sèchement au Front Commun Elargi de l'opposition. Pour le ministre de l'agriculture, la lettre adressée au président de la République par ce dernier comporte, d'après ses propres mots, des mensonges, et qu'il a tenu à démentir de la manière la plus ferme.

C'est la réponse du berger à la bergère que le porte-parole du gouvernement apporte à la lettre adressée au chef de l'Etat par le Front Commun Elargi dans laquelle, il a tiré à boulet rouge sur le régime d'Azali, l'accusant entre autre d'autoritarisme et de restreindre les libertés individuelles. Pour Houmedi Msaidie,

la communication du Front commun élargi comporte des faits mensongers auxquels, il a tenu à apposer un démenti. « Le premier des mensonges, c'est de prétendre qu'on interdit à des citoyens comoriens de venir dans le pays (...). Il n'y a aucune interdiction qui frappe nos opposants pour revenir au pays. Tous nos opposants qui se trouvent en France et ailleurs peuvent revenir dans le pays sans problème », lance le ministre de l'agriculture.

Et d'ajouter : « Il faut que nous soyons très clairs que personne n'est interdit de revenir dans son pays. Ceux qui sont venus pour plusieurs raisons, ils sont retournés là où ils vivent sans problème. Les critiques les plus virulents étaient là pendant les mois de vacance personne n'a été arrêté ou

embêté par qui que ce soit. Il n'y a aucun problème pour cela. Il ne faut pas colporter des mensonges dans l'opinion » a martelé Msaidié.

Concernant l'interdiction qui aurait été faite aux opposants de se rassembler, le patron du parti Radhi balaie d'un revers de main ces accusations. A l'entendre, l'opposition tient ses réunions où elle veut et personne ne les a arrêtés. « Et pourtant dans ces rassemblements il a eu des propos très virulents et très violents. Qui les a empêchés de faire leur rassemblement ici et là. A Mtsangadjou ya Dimani, à Djomani. Ils ont fait leur rassemblement et ils peuvent continuer à le faire », rétorque-t-il, avant de préciser que « il y a bien sur des lieux quand on organise ces rassemblements-là, il faut

demander des autorisations pour des raisons de sécurité et que chacun puisse prendre ses responsabilités ».

« Je voulais revenir sur un autre point sur lequel sont en train de rétro-pédaler. Ils ont parlé d'amnistier et de gracier les prisonniers politiques jugés définitivement (...). Ce sont des concepts de droit qui ont des procédures dans leur mise en œuvre. La grâce intervient après une procédure bien claire et nette mais elle n'est pas automatique. Il appartient à ceux qui sont concernés par la grâce ou l'amnistie d'agir conformément à la procédure », explique-t-il.

Maoulida Mbaé

POLITIQUE :

Ulezi appelle le gouvernement à faire " preuve de patriotisme et de maturité "

Dans un entretien qu'il a accordé à La Gazette des Comores, le secrétaire national du parti Ulezi, Natuk Mouzaoir est revenu sur différents sujets notamment la nouvelle stratégie du Front commun élargi de l'opposition, les élections de 2024 et la conjoncture économique. Ce dernier appelle le gouvernement à faire preuve de maturité et de patriotisme.

Quelques jours après l'annonce du Front Commun pour un des discussions en vue des élections présidentielles de 2024, le secrétaire national du parti Ulezi, Natuk Mouzaoir se dit satisfait et approuve cette démarche. « Nous avons toujours misé sur le dialogue pour la préservation de la paix et de la stabilité dans le pays. Cependant nous avons perdu deux ans. Il y a deux ans que nous avons lancé cet appel, je trouve cela dommage », souligne-t-il.

Pour les prochains scrutins de 2024 et 2025, ce dernier parle d'une opacité. Selon lui, le gouvernement n'a rien fait de concret pour que le citoyen comorien ou l'acteur politique comorien puisse intégrer cette stratégie d'élection. Par contre, le parti Ulezi se prépare à toute éventualité. « La loi électorale adoptée récemment est anti-constitutionnelle, elle ne contribue ni à la démocratie ni à la transparence des élections. Nous sommes prêts, quelles que soient les circonstances, on sera là. Nous faisons déjà notre politique et notre sensibilisation. Toutefois, nous demandons au gouvernement de faire preuve de maturité et de patriotisme

pour éviter des tensions ou de risque d'amplifier la situation », précise celui qui se dit prêt à la convergence des stratégies. « Nous n'adoptons pas la stratégie d'un candidat unique de l'opposition. Le comorien a droit à un premier tour et à un second, à une nouvelle offre politique et non pas une dualité politique entre le pouvoir d'aujourd'hui et l'opposition qui était au pouvoir hier. Nous appelons surtout la jeunesse à nous rejoindre », poursuit-il.

Reproché de se contenter du discours, le parti Ulezi dévoile qu'il a aussi adopté une stratégie d'action sur le terrain, de porte à porte. Le temps des activités viendra. « On se positionne en fonction des idées. L'on adopte cette stratégie et on accepte le débats politique », rassure-t-il. C'était enfin l'occasion de revenir sur la conjoncture économique, et surtout l'inflation durant ce mois de ramadan. Depuis la crise post Kenneth, ce leader politique dit avoir sollicité du gouvernement de toujours privilégier et accompagner le citoyen. « Nous ne pouvons pas nous cacher constamment derrière la conjoncture. C'est trop facile pour l'Etat. Si les comoriens n'arrivent pas à manger à leur faim, ce sont les conséquences de mauvais choix de ce gouvernement. Il a oublié le citoyen. Cette inflation est due aux mauvais choix économiques. Dans d'autres pays, il y a des réformes pour accompagner la population, malheureusement ce n'est pas le cas chez nous », conclut-il.

Andjouza Abouheir



CULTURE

Le parolier du Karthala à la Coupe interscolaire du slam au Canada

Depuis le 21 mars dernier est lancée la Coupe interscolaire de slam-poésie à Moncton au Canada. Et cela à travers des visites sur la ville de Québec et dans les centres culturels et des arts à Dieppe. Toutefois l'ouverture officielle a eu lieu hier 30 mars avec la participation du parolier du Karthala, Rahim El-Had, à la demande de Marie-Thérèse Landry.

Sur invitation de la directrice générale du Conseil Provincial des Sociétés Culturelles (CPSC), Marie-Thérèse Landry, le parolier du Karthala, Rahim Elhad participe au Canada au concours interscolaire de Slam-poésie en Acadie dont l'ouverture officielle a eu lieu jeudi dernier au Québec. « Les ateliers de préparation se poursuivront ce vendredi 31 mars avec les personnes-ressources expertes en la matière. Puis notre invité d'honneur, sera Rahim Elhad de Moroni aux Comores », dit-elle, tout en rappelant le déroulement du concours. Ce dernier qui continue de porter très haut le



drapeau comorien en participant sur des scènes internationales du slam, se dit honoré d'y participer très activement. « Cela renforce mon potentiel culturel et artistique car chaque fois qu'un artiste se produit sur scène qu'elle soit nationale ou internationale, il y a ce qu'il donne et ce qu'il gagne. Surtout ce qu'il gagne de plus, et ce ne

sont pas les billets mais le partage d'expérience avec les autres artistes. Ce qui favorise la richesse artistique », avance Rahim Elhad.

Quant à sa participation à la coupe interscolaire de slam-poésie en Acadie, le parolier du Karthala espère partager des expériences sur la diversité culturelle et la mobilité artistique deux

points forts pour l'artiste. A cette coupe ouverte jeudi dernier pour se clôturer le 20 avril prochain participent plusieurs artistes et slameurs dont Marianne St-Onge de la Gaspésie, Stacy Arseneault de la péninsule acadienne et autres.

Marie-Thérèse Landry soutient que la mise en place de ce projet demande beaucoup de suivi auprès des écoles et des partenaires mais le projet a été bien reçu. « Alors que nous attendions une participation d'une vingtaine d'élèves repartis dans les 3 districts scolaires, des élèves du Manitoba et de la Nouvelle-Ecosse ont aussi démontré un grand intérêt. Nous attendons avec impatience les résultats de cette première expérience », dit-elle. Les activités se dérouleront à Moncton à Place de la cathédrale mais aussi en ligne. Les participants et participantes qui s'inscriront auront accès à des ateliers de déclamation et d'écriture de niveau supérieur offerts par des artistes de calibre international.

Kamal Gamal

COOPÉRATION COMORES-ARABIE SAOUDITE

La distribution des dattes a commencé

Le programme de distribution du don de dattes du Serviteur des Deux Saintes Mosquées, le Roi Salman bin Abdulaziz, a été lancé à Moroni lundi 27 mars dernier par Dr. Atallah bin Zayed Al-Zayed, ambassadeur de l'Arabie Saoudite aux Comores. Ce don cible les associations caritatives des trois îles, qui le distribueront tout le mois sacré du Ramadan, aux écoles coraniques, aux pauvres ainsi qu'aux veuves.

Comme à l'accoutumée, à l'exception des deux dernières années pour cause de Coronavirus, l'Union des Comores reçoit un don de dattes du Roi Salman Ibn Abdoulanziz d'Arabie Saoudite au début du mois sacré Ramadan. La cérémonie de réception des ces tonnes de dattes a eu lieu, lundi dernier, à Moroni, en présence des bénéficiaires, qui sont entre autres les associations humanitaires, les écoles coraniques,

les orphelins et les veuves. C'était l'occasion pour l'ambassadeur saoudien de rappeler « la solidarité et la fraternité qui lient les deux pays », puisque selon lui, il s'agit d'un don du Royaume d'Arabie Saoudite accordé au peuple comorien. « C'est une tradition annuelle malgré la Covid-19 qui nous a empêchés de le faire les deux dernières années. Dieu merci nous démarrons la distribution, nous ne ménagerons aucun effort pour que ce don parvienne à toutes les couches de la société visées », explique Dr Atallah Zayed A. Al Zayed qui a annoncé l'arrivée prochainement de la viande de mouton.

« Dès son arrivée la semaine prochaine, sa distribution se fera en même temps que la distribution des livres du Saint-Coran », promet-il. « Les associations humanitaires, les veuves, les écoles coraniques et les orphelins sont les principaux bénéficiaires », ajoute l'ambassadeur qui précise au sujet des livraisons que

« dès la semaine prochaine, les écoles coraniques qui veulent en recevoir feront une demande auprès des acteurs concernés. Les exemplaires du coran seront aussi distribués ».

Lors de la cérémonie le secrétaire d'Etat chargé du Monde arabe a exprimé leurs

remerciements au Serviteur des Deux lieux saints et au Prince Héritier pour le soin et l'attention que le Royaume attache à tout ce qui sert l'islam et les musulmans. Et parmi les bénéficiaires, Ridjal Ali, enseignant d'une école coranique de la ville de Mkazi a

salué ce geste de bienfaisance. Selon lui certaines écoles ont reçu 5 à 6 cartons de dattes. « Notre madrassat a un effectif de 110 élèves. L'Arabie Saoudite est un pays ami des Comores qui ne cesse d'aider les Comoriens »,

Ibnou M. Abdou



ÉLIMINATOIRES CAN 2023

CMM, joue au sapeur pompier

La non diffusion de la rencontre qui opposait les Cœlacanthes aux Éléphants ivoiriens mardi dernier continue d'alimenter le débat public et les réseaux sociaux ne sont pas du reste. Mercredi, la plate-forme médiatique CMM a sorti un communiqué pour se laver de toute responsabilité.

La non retransmission de la rencontre a été vécu par des nombreux comoriens comme une véritable hécatombe. Pour se dédouaner de toute responsabilité, le Centre Médiatique Moderne des Comores (CMM) charge Comores Télécom de n'avoir pas répondu à leur proposition de diffuser la rencontre sur HURI TV. « Dans cette proposition, nous demandions à Comores Télécom, sponsor des Cœlacanthes, de fournir un accès à internet et de partager à hauteur de 50% les frais inhérents à la diffusion du match. A ce jour, CMM n'a reçu aucune réponse officielle de la part de



Comores Télécom », lit-on dans ce communiqué diffusé dans les réseaux sociaux.

En outre, CMM accuse l'Office de la Radio Télévision Nationale des Comores (ORTC) d'avoir supprimée les

liaisons internet faute de ne pas avoir été choisi par CAF TV pour la diffusion de la rencontre. « La liaison a été cependant supprimée sur demande de l'ORTC après que ce dernier ait appris qu'il n'était pas retenu pour CAF TV », poursuit-il. Et le communiqué de CMM de continuer : « Le match n'a donc pas pu être diffusé en raison de la non disponibilité de la liaison spécialisée internet demandée à Comores Télécom et la congestion sur le réseau 4G en raison de la forte affluence des personnes sur le stade ».

Si le communiqué a le mérite de donner la position de CMM, il ne dissipe pas pour autant les nuages autour de cette histoire, car au départ, on avait vendu aux comoriens la diffusion de la rencontre sur la chaîne Qatarie BeinSport, et d'ailleurs ceux qui ont essayé d'accéder à cette chaîne savent que le match a été bel est bien programmé.

AS Badraoui



INDIAN OCEAN
COMMISSION

APPEL A MANIFESTATION D'INTÉRÊT

en vue de la sélection d'un Consultant Individuel pour la réalisation de l'évaluation finale du projet régional SWIOFish2.

Pays : **MAURICE – Océan Indien**

Nom du projet : **SECOND SOUTH-WEST INDIAN OCEAN FISHERIES GOVERNANCE AND SHARED GROWTH PROJECT (SWIOFish2)**

N° de prêt/n° de crédit/n° de don: **IDA-Grant Number D1720**

Titre de la mission : **Contrat de service pour la réalisation de l'évaluation finale du projet régional SWIOFish2**

N° de référence **SW2/Y6-C013**

1. La Commission de l'Océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale de coopération régionale qui regroupe l'Union des Comores, La France/Réunion, Madagascar, Maurice et les Seychelles. Elle a pour mission de resserrer les liens d'amitié et de solidarité entre les peuples et de contribuer à travers la coopération régionale au développement durable de ses Etats membres. La COI a obtenu un financement de la Banque mondiale pour couvrir le coût du SECOND SOUTH-WEST INDIAN OCEAN FISHERIES GOVERNANCE AND SHARED GROWTH PROJECT (SWIOFish2) – Projet Régional et a l'intention d'affecter une partie du montant de financement à des services de consultant.

2. Les services de consultant (« les Services ») comprennent le contrat de service la réalisation de l'évaluation finale du projet régional SWIOFish2, qui se déroulera à distance.

La mission du Consultant est de (i) Fournir un rapport et une analyse complet de la performance et des résultats des trois sous-com-

posantes du projet par rapport aux indicateurs de résultats ; (ii) Recueillir et diffuser l'expérience ; (iii) Assurer la responsabilité et la transparence au niveau de l'opération vis-à-vis du bénéficiaire et des principaux partenaires du projet ; (iv) élaborer le rapport d'achèvement/final. Une version préliminaire des termes de référence est disponible en suivant ce lien <https://www.commissionoceanindien.org/sw2-y6-c013/>

3. La Commission de l'océan Indien (COI) invite maintenant les consultants Individuels éligibles (« Consultants ») à manifester leur intérêt à fournir les Services. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour l'exécution des Services par le biais de curriculum vitae, de copies de diplômes et de certificats, de références concernant l'exécution de contrats similaires, etc.

4. L'attention des consultants intéressés est attirée sur le paragraphe 1.9 des Directives

de la Banque mondiale : Sélection et emploi de Consultants dans le cadre des prêts de la BIRD et des crédits et dons de l'IDA par les emprunteurs de la Banque mondiale édition janvier 2011 révisée en juillet 2014 (« Directives des consultants »), énonçant la politique de la Banque mondiale sur les conflits d'intérêts.

5. Un Consultant sera sélectionné conformément à la méthode « Sélection de Consultants Individuels » énoncée dans les Directives des Consultants.

6. De plus amples informations peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous.

7. Les manifestations d'intérêt doivent être envoyées par email aux adresses ci-dessous **avant le mardi 11 avril 2023 à 16h30 (heure mauricienne UTC+4)** :

E-mail : innocent.miada@coi-ioc.org et herinjiva.r@coi-ioc.org

Reference : " (SW2/Y6-C013) Final Evaluation SWIOFish2"



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDRAUCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

UNITE DE COORDINATION DU PROJET

APPEL A CANDIDATURE

Le Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores recrute pour son **Unité de Coordination de Projet (UCP), un consultant chargé de communication.**

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de référence en envoyant une demande à l'adresse mail suivante : djaanfaree@yahoo.fr Cc : ministerenergie0921@gmail.com ou de prendre connaissance des termes de référence à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 29 mars 2023

Date limite de dépôt des candidatures : 18 avril 2023 à 12h30 heure locale de Moroni

1. PROFIL REQUIS

Le ou la candidat(e) à retenir devra avoir :

- diplôme universitaire de niveau supérieur (Bac + 3 au moins) en communication ou domaines similaires ;
- Au minimum 5 ans d'expérience pratique et active dans l'élaboration et mise en œuvre de plan de communication ; dans un poste similaire sur la communication des projets financés par les partenaires au développement ou par le Gouvernement
- Bonne maîtrise du logiciel Office (Word, Excel, Powerpoint) et de l'Internet
- Familier avec les réseaux sociaux.
- Connaissance pratique du français, une connaissance moyenne de l'Anglais

- Aptitudes techniques/fonctionnelles

- Excellente capacité d'analyse, de synthèse, de communication et de rédaction
- Capacité à communiquer clairement et à partager les connaissances et informations
- Capacité à travailler de manière effective sous pression
- Sens des priorités et des délais ; rigueur et sens de l'organisation ; forte capacité de travail
- Capacité d'analyse, de négociation et résolution de problèmes ; sens de la communication
- Autonomie, proactivité, résistance au stress
- Expérience professionnelle pertinente sur des activités de communication institutionnelle et communautaire ;
- Aptitude à utiliser l'ordinateur et les applications Internet liées aux outils de communication et réseaux sociaux ;
- Bonne connaissance des médias

- Avoir une capacité d'écoute, de concertation et de négociation
- Avoir un esprit d'équipe

Les candidatures féminines remplissant les conditions sont vivement encouragées.

2. PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

Durée du contrat

Le premier contrat sera d'une **durée de 12 mois** avec une période d'**essai de 6 mois** renouvelable une fois.

Si à l'issue de cette période de 12 mois, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an, renouvelable selon les conclusions du rapport annuel d'évaluation de chaque année.

3. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de:
 - Une lettre de motivation adressée à monsieur le Coordinateur de l'Unité de Coordination du Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores - Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures;
 - Un curriculum-vitae actualisé ;
 - Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;
 - Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
 - Une copie de la CNI ou Passeport.

2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

Les dossiers de candidature seront déposés au Secrétariat de l'Unité de Coordination du Projet, sis au TOPING, en face de chez Docteur KASSIM

4. CONDITIONS D'EMPLOI

- Le consultant chargé de communication sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Unité de Coordination du Projet ;
- C'est un poste individuel à temps plein ;
- Le consultant chargé de communication est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.